

## RAPPORT D'ACTIVITE

## Année 2016



## Programme LEADER 2014 – 2020 GAL Pays du Grand Briançonnais

PETR du Briançonnais, des Ecrins, du Guillestrois et du Queyras









## Sommaire

1	Rap	oel de la	a stratégie du territoire LEADER	Page 3
	1.1	Le ter	ritoire du GAL et sa structure porteuse	Page 3
	1.2	La stra	atégie du GAL du Pays Grand Briançonnais	Page 4
2	Etat	d'avand	cement de la programmation	Page 6
	2.1	La con	evention	Page 6
	2.2	Le règ	lement intérieur	Page 6
	2.3	Les cri	itères de sélection	Page 7
	2.4	Les ap	pels à projets	Page 13
3	Evol	ution de	e la maquette financière	Page 19
4	Fond	ctionner	ment du GAL	Page 22
	4.1	L'équi	ре	Page 22
	4.2	La for	mation	Page 22
	4.3	Les ré	unions et rencontres	Page 23
	4.4	Les co	mités	Page 24
		4.4.1	Les comités techniques	Page 24
		4.4.2	Les comités de programmation	Page 25
		4.4.3	Les bureaux du GAL	Page 25
		4.4.4	Les groupes de travail	Page 25
	4.5	La comi	munication	Page 26
5	Dém	arche é	evaluative	Page 33
6	Bilar	n du pro	gramme LEADER 2007-2014	Page 37
7	Pers	pective	s pour l'année 2017	Page 40
AN	ANNEXES			Page 42

## 1. Rappel de la stratégie du territoire LEADER

#### 1.1. <u>Le territoire du GAL et sa</u> <u>structure porteuse</u>

Le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Briançonnais, Ecrins, Guillestrois et Queyras, porte le programme LEADER (Liaisons Entre Actions de Développement de l'Economie Rurale) pour la période 2015 – 2023.

Le GAL (Groupe d'Action Locale) du Pays du Grand Briançonnais s'étend sur un territoire organisé qui regroupe 38 communes et 4 communautés de communes, la Communauté de communes du Briançonnais (CCB), la Communauté de communes du Pays



des Ecrins (CCPE), la Communauté de communes du Guillestrois (CCG) et la Communauté de communes de l'Escarton du Queyras (CCEQ) (A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017, le territoire comptera 3 Communautés de communes et 37 Communes).

Le cadre de vie exceptionnel, la qualité de l'ensoleillement et de l'air, les promesses de développement durable, l'offre rare et multiple pour la pratique sportive, font aujourd'hui du Pays du Grand Briançonnais un territoire attractif, plébiscité. Un territoire choisi.

Ce choix du cadre de vie se traduit par une réelle volonté de se créer les conditions de pouvoir rester sur le territoire. Cette volonté, ce choix des actifs, participe à conforter le maintien et l'augmentation de la population sur le territoire. Cela conditionne le maillage et le maintien des services, et renforce la part de l'économie domestique dans l'économie du Pays du Grand Briançonnais, créant ainsi un cercle vertueux pour l'attractivité du territoire

#### 1.2. La stratégie du GAL du Pays du Grand Briançonnais

La stratégie retenue pour ce programme est d'Ancrer durablement les actifs qui ont fait du territoire leur choix de vie.

Doté d'une enveloppe d'1,5 millions de FEADER, le GAL a définie 10 fiches actions pour répondre à cette stratégie :

#### Agir pour des conditions de vie et d'installation plus accessibles

#### FA1 Se mobiliser pour augmenter l'offre de logements et faciliter l'accès à l'habitat

Actions de sensibilisation des élus sur les enjeux du logement; recensements des biens vacants et sans maître; mise en réseau des acteurs de l'immobilier; actions de communication sur les projets exemplaires; diagnostics des besoins en logements; ...

#### FA2 Se mobiliser pour diminuer les dépenses énergétiques des logements

Recensement des dispositifs d'aide ; identification et mise en réseau des personnes ressources ; études d'opportunité pour la mise en place de réseaux de chaleur collectifs ; communication sur les pratiques innovantes ; ...

#### FA3 Encourager les initiatives pour une mobilité soutenable et durable

Pour les trajets domicile-travail, études sur les pratiques et le potentiel de report modal ; plans de déplacements entreprises ; développement de mobilités alternatives ; actions de communication ; ...

#### Soutenir l'esprit d'initiative et d'entreprise

#### FA4 Orienter sur les opportunités économiques et les besoins en compétences

Diagnostics des secteurs déficients en compétences et porteurs sur le territoire; animation de réseaux socio-professionnels; actions de diffusion des besoins identifiés auprès du grand public et des organismes de formation et d'accompagnement; sensibilisation à l'alternance; ...

#### FA5 Stimuler la transmission et la reprise des entreprises du territoire

Sensibilisation des chefs d'entreprises à la transmission et des potentiels repreneurs ; optimisation et mise en place de dispositifs d'accompagnement ; ...

#### FA6 Soutenir les apports innovants pour l'économie du territoire

Aide à l'investissement des entreprises / association pour la création de nouveaux produits, services, activités et organisation ; Formation et accompagnement des entreprises pour innover

#### Cultiver au quotidien les valeurs fédératrices et le lien au territoire

#### FA7 Soutenir le 'consommer local', et les circuits cour

Campagnes de communication grand public pour orienter sur la consommation des produits locaux ; solutions logistiques innovantes ; expérimentation de nouveaux modes de distribution ; ...

FA8 Expérimenter le "tourisme de proximité endogène

Mise en place d'offre packagées pour les habitants ; mise en réseaux des acteurs tourisme ; ...

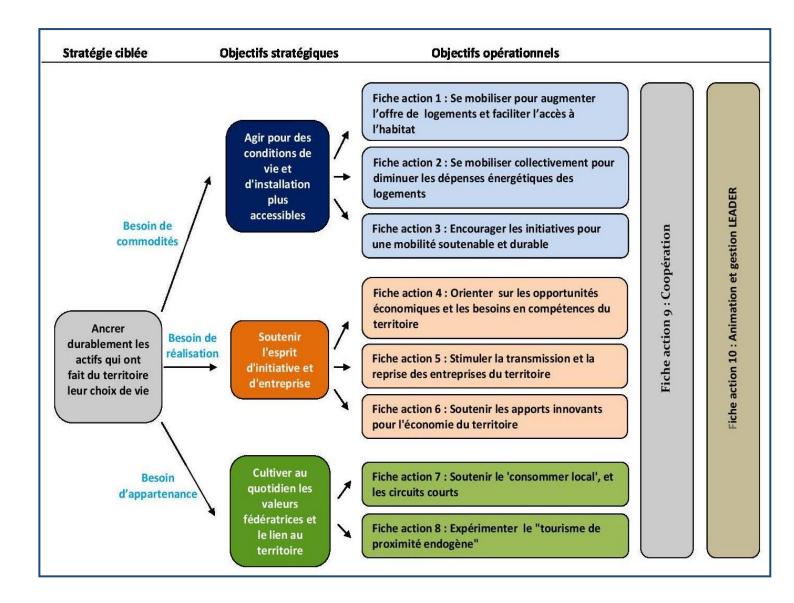
#### Coopération avec d'autres territoires

FA9 Coopération

Développement de systèmes alimentaires territoriaux et des circuits courts ; mutualisation de moyens pour la transition énergétique ; actions sur la problématique des emplois saisonniers

Animation et gestion du programme

FA10 Animation et gestion LEADER



## 2. Etat d'auancement de la programmation

#### 2.1. La convention GAL/AG/OP

L'année 2016 a majoritairement portée sur l'écriture de la convention tripartite signée entre le GAL, l'Autorité de gestion (Région PACA) et l'Organisme payeur (ASP). Elle contient le cadre et les obligations à respecter pour mettre en œuvre le programme LEADER sur le territoire du Grand Briançonnais.

L'accord rappelle la stratégie du GAL, son plan d'actions, sa maquette financière, son fonctionnement, et il comprend le circuit de gestion nécessaire pour instruire les demandes de subvention et de paiement.

Tous ces éléments ont été travaillés avec l'appui des structures signataires. La convention, document juridique liant le GAL Pays du Grand Briançonnais et la Région, a été signée le 3 novembre 2016, permettant ainsi le lancement de la programmation 2014-2020.



#### 2.2. Le règlement intérieur du GAL

Tel que le prévoit la convention, un règlement intérieur a également été élaboré pour le GAL et son comité de programmation. Il a pour objet de fixer les modalités de fonctionnement du comité de programmation LEADER du GAL. Il porte notamment sur :

 La désignation et le rôle des membres du comité de programmation



- La procédure en cas de conflit d'intérêt
- L'organisation des comités de programmation
- La procédure de consultation écrite
- Le rôle de l'équipe technique

Ce règlement peut être modifié sur décision du comité de programmation permettant ainsi de

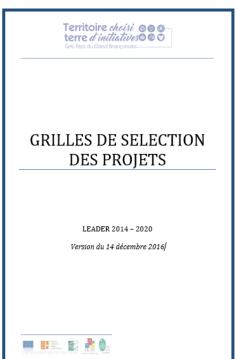
l'actualiser régulièrement.

#### 2.3. Les critères de sélection

Le circuit de gestion pour l'instruction de dossiers prévoit de répondre à des critères de sélection des projets LEADER.

Ces critères ont été définis par l'équipe technique du GAL et les membres du comité de programmation, avec le soutien de la Région.

Un groupe de travail consisté d'une petite dizaine de membres du comité et de techniciens s'est constitué pour approfondir et tester les critères.



Les grilles de sélection des projets présentant le cadre de la fiche action et les critères de sélection associés ont été validées par le comité de programmation du 14 décembre 2016.

Ci-dessous les critères de sélection arrêtés :

GRILLE DE SELECTION DES PROJETS : FICHE ACTION D	
Type d'appel : Appel à propositions	
Pour toute la durée du programme : Enveloppe financière FEADER : 82 541 € - Coût total des opérations pour 90	% d'aides publiques : 152 853 €
Seuil de dépenses éligibles : 5 000 € éligibles : 80 000 €	Plafond de dépenses
Note minimale à atteindre : 25 / 40 dont 4/10 pour la catégorie 3	

Critère	Commentaire	Note
Catégorie 1 : Réponse aux objectifs de LEADER	sur 16 points	
Maintien et création d'emploi (sur 6 points)		

TOTAL	/ 40	) points
Viabilité, pérennité et évolution du projet (sur 2 points)		
Moyens dédiés au financement du projet (sur 4 points)		
Moyens dédiés à la gestion et au suivi de l'opération par le porteur (sur 4 points)		
Catégorie 3 : Capacités financières et moyens	sur 10	) points
Sensibilisation prévue pour les acteurs du territoire (sur 4 points)		
Intégration et coordination du projet avec les politiques et les dispositifs locaux, départementaux et régionaux (sur 6 points)		
Nombre de communes/ intercommunalités sur lesquelles le projet est mené (sur 4 points)		
Catégorie 2 : Contribution à la stratégie du GAL	sur 14	1 points
Innovation / nouveauté du projet (sur 4 points)		
Démarche éco-responsable du porteur de projet (sur 6 points)		

# GRILLE DE SELECTION DES PROJETS : FICHE ACTION 2 : Se mobiliser collectivement pour diminuer les dépenses énergétiques des logements Type d'appel : Appel à propositions Pour toute la durée du programme : Enveloppe financière FEADER : 72 333 € - Coût total des opérations pour 90 % d'aides publiques : 133 950 € Seuil de dépenses éligibles : 5 000 € Plafond de dépenses éligibles : 80 000 € Note minimale à atteindre : 25 / 40 dont 4/10 pour la catégorie 3

Critère	Commentaire	Note
Catégorie 1 : Réponse aux objectifs de LEADER	sur 16	5 points
Commun à toutes les fiches actions		
Catégorie 2 : Contribution à la stratégie du GAL	sur 14	4 points
Nombre de bénéficiaires pour lesquels le projet est mené (sur 4 points)		
Intégration et coordination du projet avec les dispositifs locaux, départementaux et régionaux (sur 6 points)		
Sensibilisation prévue pour les acteurs du territoire (sur 4 points)		
Catégorie 3 : Capacités financières et moyens	sur 10	) points
Commun à toutes les fiches actions		

## GRILLE DE SELECTION DES PROJETS : FICHE ACTION 3 : Encourager les initiatives pour une mobilité soutenable et durable

Type d'appel : Appel à projets

Pour toute la durée du programme :

Enveloppe financière FEADER : 66 376 € - Coût total des opérations pour 90 % d'aides publiques : 122 918 €

Seuil de dépenses éligibles : 5 000 €

Plafond de dépenses

éligibles : 60 000 €

Note minimale à atteindre : 25 / 40 dont 4/10 pour la catégorie 3

Critère	Commentaire	Note	
Catégorie 1 : Réponse aux objectifs de LEADER	sur 16	points	
Commun à toutes les fiches actions			
Catégorie 2 : Contribution à la stratégie du GAL	sur 14	1 points	
Nombre d'usagers concernés par le projet (sur 6 points)			
Nombre de parcours et de sites concernés par le projet (sur 4 points)			
Sensibilisation prévue pour les acteurs du territoire (sur 4 points)			
Catégorie 3 : Capacités financières et moyens	sur 10	) points	
Commun à toutes les fiches actions			
TOTAL	/ 40	) points	

## GRILLE DE SELECTION DES PROJETS : FICHE ACTION 4 :

Orienter sur les opportunités économiques et les besoins en compétences du territoire

Type d'appel : Appel à propositions

Pour toute la durée du programme :

Enveloppe financière FEADER : 146 990 € - Coût total des opérations pour 90 % d'aides publiques : 272 203 €

Seuil de dépenses éligibles : 5 000 €

Plafond de dépenses

éligibles : 80 000 €

Note minimale à atteindre : 25 / 40 dont 4/10 pour la catégorie 3

Critère	Commentaire	Note
Catégorie 1 : Réponse aux objectifs de LEADER	sur 16	points
Commun à toutes les fiches actions		
Catégorie 2 : Contribution à la stratégie du GAL	sur 14	l points



Nombres d'entreprises concernées dans l'opération (sur 3 points)		
Nombres de structures impliquées dans l'opération (sur 3 points)		
Sensibilisation prévue pour les acteurs du territoire (sur 2 points)		
Outils et services créés (sur 6 points)		
Catégorie 3 : Capacités financières et moyens	sur 10	) points
Commun à toutes les fiches actions		
TOTAL	/ 40	) points

## GRILLE DE SELECTION DES PROJETS : FICHE ACTION 5 : Stimuler la transmission et la reprise des entreprises du territoire Type d'appel : Appel à propositions Pour toute la durée du programme : Enveloppe financière FEADER : 122 491 € - Coût total des opérations pour 90 % d'aides publiques : 226 835 € Seuil de dépenses éligibles : 5 000 € Plafond de dépenses éligibles : 120 000 € Note minimale à atteindre : 25 / 40 dont 4/10 pour la catégorie 3

Critère	Commentaire	Note	
Catégorie 1 : Réponse aux objectifs de LEADER	sur 16	5 points	
Commun à toutes les fiches actions			
Catégorie 2 : Contribution à la stratégie du GAL	sur 14 points		
Nombre d'accompagnements de reprises d'entreprises visés pour le projet (sur 3 points)			
Nombres de structures partenaires impliquées dans le projet (sur 3 points)			
Sensibilisation prévue pour les acteurs du territoire (sur 4 points)			
Outils et services proposés dans le cadre du projet (sur 2 points)			
Localisation (sur 2 points)			
Catégorie 3 : Capacités financières et moyens	sur 10 points		
Commun à toutes les fiches actions			
TOTAL	/ 40	) points	

## GRILLE DE SELECTION DES PROJETS : FICHE ACTION 6 : Soutenir les apports innovants pour l'économie du territoire

Type d'appel : Appel à projets

Pour toute la durée du programme :

Enveloppe financière FEADER : 173 019  $\mathfrak E$  - Coût total des opérations pour 90 % d'aides publiques : 320 406  $\mathfrak E$ 

Seuil de dépenses éligibles : 5 000 €

Plafond de dépenses

éligibles : 80 000 €

Note minimale à atteindre : 25 / 40 dont 4/10 pour la catégorie 3

Critère	Commentaire	Note	
Catégorie 1 : Réponse aux objectifs de LEADER	sur 16	5 points	
Commun à toutes les fiches actions			
Catégorie 2 : Contribution à la stratégie du GAL	sur 14 points		
Création de nouveaux produits, services, activités, Niches (sur 6 points)			
Acquisition de compétences ou nouvelle organisation (sur 2 points)			
Soutien d'une filière (sur 2 points)			
Prise en compte de la transition énergétique (sur 4 points)			
Catégorie 3 : Capacités financières et moyens sur 10 poi		points	
Commun à toutes les fiches actions			
TOTAL	/ 40	) points	

GRILLE DE SELECTION DES PROJETS : FICHE ACTION	<b>17</b> :
Soutenir le « consommer local » et les circuits cou	ırts
Type d'appel : Appel à propositions	
Pour toute la durée du programme : Enveloppe financière FEADER : 154 875 € - Coût total des opérations pour 90 %	6 d'aides publiques : 286 806 €
Seuil de dépenses éligibles : 5 000 € éligibles : 80 000 €	Plafond de dépenses
Note minimale à atteindre : 25 / 40 dont 4/10 pour la catégorie 3	

Critère	Commentaire	Note
Catégorie 1 : Réponse aux objectifs de LEADER	sur 16	5 points
Commun à toutes les fiches actions		
Catégorie 2 : Contribution à la stratégie du GAL	sur 14	1 points
Nombre de producteurs / artisans concernés par le projet (sur 4 points)		

Nombre de communes sur lesquelles le projet est mené (sur 2 points)					
Nombre d'intermédiaires et lien entre l'offre et la demande (sur 4 points)					
Programme de sensibilisation des acteurs en lien avec le projet (sur 4 points)					
Catégorie 3 : Capacités financières et moyens	sur 10	) points			
Commun à toutes les fiches actions					
TOTAL	/ 40	) points			

GRILLE DE SELECTION DES PROJETS : FICHE ACTION 8 :
Expérimenter le tourisme de proximité « endogène »

Type d'appel : Appel à propositions

Pour toute la durée du programme :
Enveloppe financière FEADER : 66 375 € - Coût total des opérations pour 90 % d'aides publiques : 122 917 €

Seuil de dépenses éligibles : 5 000 €

Plafond de dépenses éligibles : 25 / 40 dont 4/10 pour la catégorie 3

Critère	Commentaire	Note			
Catégorie 1 : Réponse aux objectifs de LEADER	sur 16	points			
Commun à toutes les fiches actions					
Catégorie 2 : Contribution à la stratégie du GAL	sur 14	points			
Nombre de structures ou socioprofessionnels concernés par le projet (sur 4 points)					
Utilisation et valorisation des ressources du territoire (sur 6 points)					
Programme de sensibilisation des acteurs en lien avec le projet (sur 4 points)					
Catégorie 3 : Capacités financières et moyens	sur 10	) points			
Commun à toutes les fiches actions					
TOTAL	/ 40	points			

#### 2.4. Les appels à projets

Des appels à projets ou à proposition doivent être lancés pour informer les demandeurs des aides mobilisables et mettre en place un cadre et un calendrier pour recevoir les dossiers.

Huit appels ont été rédigés pour les fiches actions 1 à 8.

Après validation par le comité de programmation du 15 décembre 2016, ces premiers appels ont été lancés.

Celui sur la coopération / Fiche action 9 ne peut pas encore être lancé. Concernant l'animation / fiche action 10, aucun appel ne doit être formalisé.

La première date limite de dépôt des projets est fixée au 23 janvier 2017 pour tous les appels. Pour les appels à propositions (Fiches action 1, 2, 4, 5, 7 et 8) une deuxième date de dépôt est fixée au 15 mai 2017.

Pour exemple, l'appel à propositions de la fiche action 1 :



## Appel à propositions

## **Programme LEADER**

Type d'opération 19.2 – Fiche action n°1 Se mobiliser pour augmenter l'offre de logement et faciliter l'accès à l'habitat

Appel du 15 décembre 2016



### Appel à propositions : Se mobiliser pour augmenter l'offre de logement et faciliter l'accès à l'habitat

#### 1- Le contexte

Le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Briançonnais, Ecrins, Guillestrois et Queyras, porte le programme LEADER (Liaisons Entre Actions de Développement de l'Economie Rurale) pour la période 2015 – 2022.

LEADER est une politique rurale d'exception : expérimenter sur de nouveaux champs, de nouvelles méthodes. Sa démarche est une approche méthodologique et territoriale visant au soutien de projets de développement rural exemplaires, initiés par des acteurs locaux, afin de revitaliser les zones rurales et de créer des emplois.

Animé par le GAL (Groupement d'Action Locale), le programme est mis en œuvre selon une stratégie ciblée : « Ancrer durablement les actifs qui ont fait du territoire du Pays du Grand Briançonnais leur choix de vie ».



En effet, le cadre de vie exceptionnel, la qualité de l'ensoleillement et de l'air, les promesses de développement durable, l'offre rare et multiple pour la pratique sportive, font aujourd'hui du Pays un territoire attractif, plébiscité, un territoire choisi.

Ce choix se traduit, le plus souvent, par une réelle volonté de se créer les conditions de pouvoir rester sur le territoire. Cette volonté des actifs ayant fait du territoire leur choix de vie mérite d'être considérée comme une ressource majeure.

Ainsi, il s'agit de créer les conditions permettant d'ancrer durablement les actifs et leurs familles, via des leviers d'actions visant à nourrir trois besoins fondamentaux :

- le besoin de commodités primaires (objectif stratégique "Agir pour des conditions de vie et d'installation accessibles)
- le besoin de réalisation (objectif stratégique "Soutenir l'initiative et l'esprit d'entreprise")
- le besoin d'appartenance (objectif stratégique "Cultiver au quotidien les valeurs fédératrices et le lien au territoire")

Cet appel à proposition porte sur la fiche-action n°1 : Se mobiliser pour augmenter l'offre de logement et faciliter l'accès à l'habitat

Le foncier limité par les contraintes liées au relief et aux risques naturels, la compétition avec les usages alternatifs du foncier, le taux de résidences secondaires élevé font de l'accès à l'habitat et au logement un enjeu majeur du territoire. Les prix élevés, la pauvreté de l'offre, l'état dégradé et le confort limité du parc privé, la précarité énergétique des logements sont autant de freins à l'installation pérenne d'actifs et de leur famille sur le territoire.

Il paraît essentiel, dans le cadre d'une stratégie territoriale d'ancrage de population active sur le territoire, d'engager des actions coordonnées à l'échelle du Pays du Grand Briançonnais pour augmenter l'offre de logement et faciliter l'accès à l'habitat.

Ces actions territoriales devront intégrer, soutenir, optimiser et coordonner les mesures engagées à l'échelle des SCOT et PLU locaux autour d'un socle d'objectifs partagés.

#### 2- Les objectifs

#### 2-1 Les objectifs visés

- Optimiser l'offre de logements et améliorer les conditions d'accès à l'habitat
- Mettre en réseau les acteurs à l'échelle du PETR afin de dépasser et mettre en perspective les engagements pris à l'échelle des SCOT et PLU
- Permettre aux politiques locales d'intégrer les enjeux communs, partager et développer des outils.
- Engager la concertation et la mobilisation des socioprofessionnels associés aux problématiques de logement.

#### 2-2 Les types d'actions

#### Sont éligibles :

- Mise en place d'une animation et d'une ingénierie territoriale au service des élus et des services communaux ou communautaires sur la thématique du logement. Ce service d'animation et ingénierie territoriale devra notamment :
  - o sensibiliser les communes aux enjeux liés aux logements et mettre à leur disposition des outils de recensement, de diagnostics et d'anticipation des besoins en termes de logements,
  - o lancer une opération de recensement des biens fonciers fiscalement vacants pour permettre aux communes de récupérer du foncier selon la "procédure des biens vacants et sans maître",
  - o mettre en place les conditions de remise sur le marché immobilier de biens inoccupés,
  - o favoriser la mise en réseau (collectivités, notaires, agences immobilières, banques, bailleurs sociaux, CAUE, ADIL, CALAURA..) et l'émergence de projets structurants,
  - o recenser et diffuser les bonnes pratiques et actions exemplaires (expériences de cohabitat innovantes...)

#### Sont inéligibles :

- Opérations d'acquisition immobilière ou de rénovation de l'habitat
- Opérations contribuant uniquement à financer le fonctionnement des structures

#### 2-3 Les bénéficiaires éligibles

- Collectivités territoriales et leurs groupements,
- Etablissements publics,
- Chambres consulaires,
- Associations loi 1901,
- Personnes morales (Groupements d'entreprises, de producteurs, d'intérêt économique et sociétés coopératives)

#### 2-4 Les types de dépenses

#### Sont éligibles :

#### Dépenses de rémunération :

- Frais de personnel liés à l'organisation du projet et à son suivi (salaires bruts chargés, y compris indemnités, heures supplémentaires, primes, gratifications et avantages)
  - Ces dépenses sont proportionnées au temps effectivement consacré par les salariés à la réalisation de l'opération. Elles sont justifiées par l'enregistrement du temps de travail consacré à l'opération.
- Couts indirects sur la base d'un forfait de 15% des frais de personnel directs éligibles (utilisation des coûts simplifiés)

#### Frais de déplacement, restauration et hébergement :

- Dépenses sur frais réel : Frais de déplacements engagés par le personnel de la structure porteuse de l'opération
- Dépenses forfaitisées : Frais de déplacements engagés par le personnel de la structure porteuse de l'opération plafonnés à 17,40 €/pers pour les indemnités de repas et à 62,20 €/pers en France et à 74,64



€/pers à l'étranger pour les frais d'hébergement (application de ces plafonds si aucun plafond n'est fixé par la structure ou si les plafonds fixés sont plus élevés que ceux indiqués précédemment – en cas d'application de plafonds moins élevés par la structure, ces derniers seront retenus)

#### Dépenses sur facture, directement liées à l'opération :

- Prestations en ingénierie : Animation, Etudes (de faisabilité, recherche, technique, de marché, développement, juridique), conseil, expertise, audit, frais d'honoraire (comptable, juridique, technique)
- Formation (sur la base d'un contenu pédagogique établi et du public ciblé défini)
- Communication (frais de graphisme, conception et réalisation de supports et objets, impression, reprographie, affranchissement, plan média, communications dans les médias presse, radio, web et réseaux sociaux)
- Outils collaboratifs (Conception et acquisition de plateformes numériques, outils de gestion et de commercialisation, supports de stockage informatique, site internet, système d'information locaux en réseaux, de logiciel et de licences)
- Frais de réception pour des réunions liées à l'opération (frais de bouche et location de salle et de stands)

#### Sont inéligibles :

- Coûts d'acquisition foncière ou immobilière
- Dépenses de construction en gros œuvre
- Frais de fonctionnement non directement rattachés à l'opération
- Amendes et sanctions pécuniaires
- Pénalités financières
- Réductions de charges fiscales
- Frais de justice et de contentieux, tels que définis par le code de procédure pénale, ne relevant pas de l'assistance technique au sens de l'article 59 du règlement général susvisé
- Dotations aux amortissements et aux provisions, à l'exception des dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles relevant du compte no 6811 du plan comptable général
- Charges exceptionnelles relevant du compte no 67 du plan comptable général
- Dividendes
- Frais liés aux accords amiables et les intérêts moratoires dans le cadre de contrats ayant pour objet l'exécution de travaux, la livraison de fournitures ou la prestation de services, avec une contrepartie économique constituée par un prix ou un droit d'exploitation.

#### 3- Les critères

#### 3-1 Les critères d'éligibilité

Dès l'annonce du projet, il sera vérifié sur pièces administratives et dans la présentation de l'opération que le demandeur et le projet sont éligibles au programme :

- Justifier que le projet sera mené sur le territoire du GAL, durant la période de mise en œuvre du programme et qu'il correspond à la fiche action 1.
- Répondre aux critères réglementaires (respects des obligations, des règles d'encadrement des aides d'Etat et de la commande publique, non cumul d'aides publiques, fiabilité du demandeur, caractère raisonnable des coûts, ...)
- Intégrer une mise en réseau d'acteurs socio-économiques du territoire
- Avoir une pertinence territoriale

Le dossier pourra ensuite être présenté aux membres du comité LEADER pour avis d'opportunité.

#### 3-2 Les critères de sélection

En cas d'avis d'opportunité favorable, il sera analysé en quoi le projet répond aux critères suivant avec l'obtention d'une note.

Via la présentation du projet et des pièces fournies, le porteur de projet devra remplir les critères suivants : Catégorie 1 : Réponse aux objectifs de LEADER



- Maintien et création d'emploi (sur 6 points)
- Démarche éco responsable (sur 6 points)
- Innovation/Nouveauté du projet (sur 4 points)

#### Catégorie 2 : Contribution à la stratégie du GAL

- Nombre de communes / intercommunalités sur lesquelles le projet est mené (sur 4 points)
- Intégration et coordination du projet avec les politiques et les dispositifs locaux, départementaux et régionaux (sur 6 points)
- Sensibilisation prévue pour les acteurs du territoire (sur 4 points)

#### Catégorie 3 : Capacités financières et moyens

- Moyens dédiés à la gestion et au suivi de l'opération par le porteur (sur 4 points)
- Moyens dédiés au financement du projet (sur 4 points)
- Viabilité, pérennité et évolution du projet (sur 2 points)

Les projets sont classés par note obtenue. S'ils atteignent la note minimale fixée, les projets sont acceptés jusqu'à épuisement de l'enveloppe financière fixée.

#### 4- Modalités de financement

- Taux maximum d'aide publique : 70 % (sous réserve du taux maximum d'aide publique autorisé par la règlementation européenne et nationale sur les aides d'Etat pouvant varier de 10 à 70%)
- Plafond des dépenses éligibles : Coût total éligible maximum 80 000 €. Seuil vérifié au moment du dépôt du dossier ainsi qu'au paiement. Les dossiers d'un montant au-dessus de ce seuil ne seront subventionnés que sur une assiette éligible de 80 000 €.
- Plancher de dépenses éligibles : Coût total éligible minimum de 5 000 €. Seuil vérifié au moment du dépôt du dossier ainsi qu'au paiement. Les dossiers d'un montant en dessous de ce seuil ne pourront être subventionnés.
- Respect du cadre de mise en œuvre des fonds européens (liste non exhaustive) :
  - Règlement 1303/2013, article 68
  - Règlement 1305/2013 article 42.1
  - Règlement 1303/2013 article 35
- Respect de la législation nationale : Le projet doit respecter l'ensemble de la réglementation nationale en vigueur. En particulier et à titre indicatif :
  - Aide de minimis (RGT n°1407/2013 du 18 décembre 2013, RGT n° 1408/2013 du 18 décembre 201 et RGT n° 360/2012 du 25 avril 2012)

#### 5- Procédure

Afin d'acter l'accusé de réception du dossier, le porteur de projet doit déposer à l'équipe technique une note et le formulaire unique de demande de subvention signé. Le dossier pourra être complété ultérieurement avec les pièces justificatives nécessaires.

Pour vous informer et vous guider dans vos démarches, nous mettons à votre disposition toutes les informations et documents nécessaires sur le site du PETR : <a href="www.paysgrandbrianconnais.fr">www.paysgrandbrianconnais.fr</a> (onglet LEADER) Vous pouvez également contacter l'équipe technique du GAL en charge du programme LEADER

- par mail : <u>leader@paysgrandbrianconnais.fr</u>
- par téléphone : 04.92.23.20.59
- sur rendez-vous dans les locaux de la Communauté de communes du Pays des Ecrins à l'Argentièrela-Bessée (1<sup>er</sup> bureau à gauche au rez-de-chaussée).

#### 6- Modalité de sélection

Chaque projet fait l'objet d'une présentation oral devant le comité LEADER pour l'obtention d'un avis



d'opportunité.

Le dossier est ensuite monté avec l'appui de l'équipe technique. Le formulaire de demande de subvention est déposé au GAL, actant la date de démarrage de l'éligibilité des dépenses.

Le plan de financement du projet est arrêté avec les financeurs.

Une note est attribuée au dossier selon la grille de sélection des projets.

Seuls les projets dont la note égale ou supérieure à 25 points sur 40 dont 4 points sur 10 pour la catégorie 3, seront retenus.

Enfin le dossier est programmé lors d'un deuxième passage en comité LEADER.

#### 7- Calendrier

La durée de l'appel à propositions est du 15/12/2016 au 15/05/2017.

Date limite de dépôt note	Présentation du projet	Date limite de dépôt note	Présentation du projet
+ formulaire	pour avis d'opportunité	+ formulaire	pour avis d'opportunité
23/01/2017	Fin février / Début mars	15/05/2017	Mi juin / début juillet

#### 8- Engagement des candidats

Le candidat s'engage à :

Ne pas avoir commencé l'exécution de ce projet avant la date de dépôt de la demande de subvention
auprès du GAL, sinon les dépenses seront considérées comme inéligibles. Il est à noter que la date de
signature des devis ou des bons de commandes doit être postérieure à la date de commencement du
projet.

Ne pas avoir sollicité pour les mêmes dépenses, relatives à votre projet, d'autres aides que celles
indiquées sur le formulaire de demande d'aide et de demande de paiement, et ne pas solliciter à
l'avenir, pour ces dépenses, d'autres crédits (nationaux, européens ou privés).

_	<u>Etre à jour</u>	de vos	<u>obligations</u>	<u>fiscales</u> ainsi	i que d	e vos <u>cot</u>	<u>isations soci</u>	ales.
---	--------------------	--------	--------------------	-----------------------	---------	------------------	----------------------	-------

	Communiquer au	ı GAL le	montant réel	des recettes	de votre	projet
$\overline{}$	Communique at	JUALIC	: IIIOIILaiil i eei	ues recettes	ue volle	DIO

- ☐ Garantir l'exactitude des renseignements et la conformité de l'ensemble des pièces fournies.
- Pour les porteurs de projets publics (ou considérer comme publics) : <u>respecter les règles de la commande publique</u> et tenir à jour des dossiers uniques propres à chaque marché (publicité, consultation, ouverture de plis, acte d'engagement, devis, avis d'attribution...).
- Respecter <u>les obligations en matière de publicité</u>

#### 9- Confidentialité

Le GAL s'engage à respecter la confidentialité des informations contenues dans les dossiers remis par les candidats.

Le porteur accepte que soit communiqué des éléments de son dossier dans le cadre de l'instruction et de la sélection des projets. En cas de document considéré comme sensible et ne pouvant être diffusé, le porteur doit le signaler à l'équipe technique du GAL.

Appel à propositions fiche action 1 du 15 décembre 2016

## 3. Euolution de la maquette financière

Le GAL est doté de la maquette financière suivante :

BUDGET LEADER 2015-2023 (en €)									
Sous- mesure / Fiche	Budget Prévisionnel	Taux Aide Pub	Dépenses Publiques		EADER		PN		nanct & s privés
Actions	Total	(%)	Totales	%	montant	%	montant	%	montant
		Sous-me	esure 19.2	: Plan d	e dévelo	ppeme	nt		
FA1	152 853	90	137 568	60	82 541	40	55 027	10	15 285
FA2	133 950	90	120 555	60	72 333	40	48 222	10	13 395
FA3	122 919	90	110 627	60	66 376	40	44 251	10	12 292
FA4	272 203	90	244 983	60	146 990	40	97 993	10	27 220
FA5	226 836	90	204 152	60	122 491	40	81 661	10	22 684
FA6	320 406	90	288 365	60	173 019	40	115 346	10	32 041
FA7	286 806	90	258 125	60	154 875	40	103 250	10	28 681
FA8	122 917	90	110 625	60	66 375	40	44 250	10	12 292
Sous total 19.2	1 638 889	90	1 475 000	60	885 000	40	590 000	10	163 889
	19.3 : Actions de Coopération								
FA9	444 444	90	400 000	60,00%	240 000	40	160 000	10	44 444
19.4 : Fonctionnement du GAL									
FA10	625 000	100	625 000	60	375 000	40	250 000	0	0
TOTAL GENERAL	2 663 889	93,85%	2 500 000	56,31%	1 500 000	39,20%	980 000	6,15%	163 889

Le lancement des appels ayant été retardé au mois de décembre 2016, aucun projet sur la mesure 19.2 n'a pu être programmé avant la fin de l'année 2016.

Les dossiers 2015 et 2016 concernant la mesure 19.4 n'ont pas pu encore être programmés en 2016.

## 4. Fonctionnement du GAL

#### 4.1. <u>L'équipe technique</u>

La convention prévoyant la présence de 2 ETP sur l'ensemble de la programmation l'équipe technique, composée d'une chef de projet depuis octobre 2015, a été renforcée avec l'arrivée d'une gestionnaire administrative et financière à partir du mois de juin 2016. Un prévisionnel des ETP a été défini en lien avec le budget pluriannuel de manière à assurer le respect de la convention.



#### 4.2. La formation

En raison de la responsabilité accrue du GAL dans l'instruction des dossiers, l'équipe technique a participé à la formation à l'analyse économique et financière d'une durée de 5 jours\_(le 7 juin à Gap, le 21 juin à La Roche de Rame, le 30 juin à Forcalquier, le 28 septembre à Gap et le 8 décembre à Sisteron), organisée à l'initiative des GAL. Cette formation a pour objet de faciliter l'analyse des documents financiers (bilans, comptes de résultat...) présentés par les porteurs de projets.

Un outil a été élaboré communément avec les formateurs pour l'utiliser lors de l'analyse de la stabilité financière des dossiers LEADER.

D'autre part, la chef de projet a participé à une formation « Stratégie foncière en appui aux politiques d'aménagement» du 22 au 24 novembre à Lyon, organisée par le CNFPT. Cette formation a donné les fondamentaux pour appréhender les enjeux, pré- requis et outils pour élaborer et mettre en œuvre une stratégie foncière.

Analyse économique et financière	Stratégie foncière
5 journées de formation	5 journées de formation
Chef de projet et gestionnaire	Chef de projet

#### Programme:

#### Jour 1

- Présentation ; synthèse des objectifs et attentes,
- Comptabilité générale les principes;
   Logique de construction du plan comptable;
   Logique de construction des états de synthèse bilan et CR quels sens donner à ces tableaux comment les lire?

#### Jour 2:

Analyse économique : à partir des éléments de la comptabilité

- Analyse par les Soldes Intermédiaires de Gestion et la Capacité d'AutoFinancement; Les ratios de structure; interprétation et lien avec les données sectorielles
- Analyse par la compta analytique : distinction des Coûts Directs / Coûts Indirects et des Coûts Variables / Coûts Fixes ; détermination du Seuil de rentabilité
- Prévisions budgétaires

#### Jour 3:

Analyse financière à partir des éléments de la comptabilité

- Retraitements et passage du bilan comptable au bilan fonctionnel
- Les Prévisions financières
- Tableau synoptique sur les statuts juridiques

#### Jour 4 et 5:

Reprise des notions théoriques et accompagnement de travaux en groupe sur des dossiers en cours d'analyse et de traitement

#### Programme:

#### Jour 1

Construire une stratégie foncière »

- Contexte règlementaire et enjeux
- Stratégie et actions

#### Jour 2:

Mise en œuvre d'une politique foncière : zoom sur l'action foncière en matière d'habitat et d'économie

- Déclinaison opérationnelle d'une politique foncière en matière d'habitat, de logement et d'économie
- Outils d'intervention
- Méthodologies de travail avec les autres acteurs.

#### Jour 3:

Agir avec un opérateur foncier (EPFL)

#### Jour 4:

Maîtriser la dimension économique du foncier

- Les différents marchés fonciers
- Le circuit de valorisations successives du foncier à l'immobilier
- Les différentes méthodes d'évaluation

#### Jour 5:

Concevoir et faire évoluer sa stratégie foncière, l'exemple de l'agglomération voironnaise

 Retour sur leur expérience et présentation d'une démarche intégrée prenant en compte l'intégralité des questions foncières, de l'aménagement à l'agriculture en passant par les grands équipements.

Aménager sans maîtrise foncière

 Présentation d'exemples réussis de ce type d'encadrement dans des territoires très différents



#### 4.3. Les réunions et rencontres

L'équipe technique a également participé à plusieurs réunions et rencontre en lien avec la stratégie du GAL (voir en annexe : tableau de suivi animation) :

- 7 réunions instances GAL et interGAL
- 25 rencontres de porteurs de projets
- 24 réunions avec les partenaires pour participer à leur activité et définition d'autres programme / contrat
- 15 réunions en Région pour des rencontres thématiques ou l'élaboration d'outils de suivi, de communication et d'évaluation communs au GAL de PACA
- 13 réunions de pôle avec la Directrice du PETR
- 7 réunions d'équipe

Au total, l'équipe technique a parcouru 8 622 km pour un budget total de 1 706,32€.

Ces réunions ont permis de rencontrer de nombreux acteurs pour commencer ou poursuivre des travaux sur les questions foncières, agricoles et alimentaires, circuits courts, saisonnalité, accompagnement des entreprises, transmission reprise et mobilité. La proximité des techniciens du GAL, l'une des caractéristiques du programme LEADER, demeure toujours appréciée pour apporter des informations localement et accompagner les porteurs de projets à définir leurs actions et trouver un financement.

L'équipe technique a participé à des réunions avec les autres GAL portant sur les modalités de la mise en œuvre de l'animation et la gestion. Ces réunions ont permis d'aborder les points éventuellement litigieux de l'instruction. Les GAL ont tenté de s'accorder sur l'application des régimes d'aides d'Etat et ont élaboré en commun une grille d'analyse (voir en annexe - analyse aide d'Etat).

L'animatrice a également participé au séminaire portant sur la coopération qui s'est déroulé à Dijon le 30 septembre.







#### Séminaire de coopération LEADER France

Vendredi 30 septembre 2016 au Lycée Agricole de Quetigny

#### PROGRAMME

#### 9h30: OUVERTURE DES TRAVAUX

Thibaut GUIGNARD, Président de LEADER France, GAL Pays de Saint-Brieuc Arnaud DANJEAN, Député Européen, Conseiller régional Bourgogne Franche-Comté Maire de Quetigny / Représentant de la Région Bourgogne / Franche-Comté (en attente de confirmation)

10h00: SESSION PLENIERE

#### La coopération dans Leader : Pour qui, Pour quoi, Comment ?

Véronique DOMINI, Commission Européenne – DG Agri Gérard PELTRE, Association internationale Ruralité – Environnement - Développement

Philippe PONSARD, LEADER France, GAL Pays de Guéret

Cet atelier va permettre à travers des questions et des échanges de positionner la coopération dans Leader et dans les stratégies locales de développement.

#### Tour d'Europe de la coopération

Luis CHAVES, ELARD – Minha Terra Miora PITUT, Premier secrétaire de l'Ambassade de Roumanie Patrick BLASZCZAK, Ambassade de Pologne Joachim AMADO, GAL Terras Dentro YVes CHAMPETIER, Réseau européen de développement rural

Cet atelier va permettre de montrer comment se passe la coopération dans d'autres pays européens et de donner des éléments de méthodes (thèmes, mise en réseau, etc.) pour coopérer avec ces pays.

14h30 : TABLE RONDE

Se lancer dans la coopération et identifier le partenaire idéal : les premières

#### étapes

Séverine BRISSAUD, Responsable Europe et coopération internationale, Eurêka 21 Sylvain DEVER, GAL Terres romanes en Pays catalan Caroline MACLE, GAL Pays Grand Briançonnais

Cette séquence s'adresse à tous ceux souhaitant se lancer dans leur premier projet de coopération et qui s'interrogent sur la méthode... Un travail participatif permettra d'identifier les questions clés à se poser et, sur la base d'exemples, de proposer des méthodes pour parvenir à définir, avec les partenaires locaux, des pistes concrètes de coopération. Il s'agira aussi d'échanger sur les moyens d'identification de partenaires potentiels pour la coopération et de voir comment organiser la première rencontre. Des GAL français plus expérimentés présenteront leur expérience et expliqueront comment ils ont réussi ces premières étapes

#### Comment définir une action commune de coopération ?

Philippe PONSARD, LEADER France, GAL Pays de Guéret Thomas FACQUEUR, GAL Pays du Velay Joachim AMADO, GAL Terras Dentro

Cette séquence s'adresse à tous ceux qui ont une idée de coopération et déjà identifiés ces partenaires et qui recherche des éléments pour définir les actions communes. Cet atelier apportera des clés, des idées et des méthodes pour passer de l'échange à la définition, avec les partenaires, des actions communes, pour répartir les tâches et pour développer des méthodes de travail efficaces... Exemples d'actions communes mais aussi rythmes, délais, langues et outils de travail seront débattus et pourront servir d'inspiration pour le projet en cours ou à venir.

#### Valoriser la coopération sur le territoire

Christophe MOREUX, Directeur de l'AFCCRE Marie-Laure MARTIAL, Ministère des Affaires étrangères et du développement

Yves TARTAINVILLE, LEADER France, GAL Pithiverais et Gâtinais

Cet atelier permettra de sensibiliser les élus à la plus-value de la coopération dans un projet de territoire et d'échanger sur la valorisation de la coopération au sein du territoires auprès des différents acteurs avec des exemples d'expériences et de méthodes.



#### 4.4. Les comités

#### (voir en annexe - Ordres du jour et diaporama des comités )

#### 4.4.1. Les comités techniques

Deux réunions qui ont eu lieu le 20 janvier et le 16 novembre ont réuni les membres du comité technique afin de se mettre en place, présenter le programme, le rôle de chacun, les attendus, les outils et les procédures.

#### 4.4.2. Les comités de programmation

Deux réunions ont réuni les membres du comité de programmation en présentiel les 11 mai et 14 décembre.

#### 4.4.3. Les bureaux du GAL

Un bureau du Président et des Vices Président du GAL a eu lieu le afin de traiter les points suivants :

- 1/ Etat d'avancement de la mise en place du programme
- 2/ Fiches actions, grilles de sélection et projets en émergence
- 3/ Plan de communication
- 4/ Fonctionnement du comité et de l'équipe technique : règlement intérieur, séparation fonctionnelle
- 5/ Calendrier annuel et ordre du jour du prochain comité de programmation

#### 4.4.4. Les groupes de travail

Un groupe de travail réunissant 8 membres du comité de programmation et techniciens s'est retrouvé sur deux après-midi les 16 et 23 juin pour définir les critères de sélection des projets LEADER.

Une consultation écrite a permis ensuite de partager le travail auprès de tous les membres afin de recueillir tous les avis.

#### 4.5. La communication

L'équipe technique a engagé en 2016 plusieurs actions de communication (voir en annexe le récapitulatif) :

- La conception et l'impression de 1000 flyers et de 60 affiches
- La création d'un kakémono







#### Le dépliant recto verso



La fabrication d'un panneau répondant aux obligations de publicité LEADER



La création d'un « logo » pour le GAL



- Le lancement des appels à projets via une large diffusion (site internet du PETR, mailing et article de presse).
- Un article de presse sous forme de publireportage publié dans le Dauphiné libéré

Source : Dauphiné Libéré du 21 décembre 2016

Un article dans un magazine local



Source: Magazine « le local » d'octobre 2016





 La création et la mise en ligne d'une videoscribbing présentant de manière synthétique et imagée LEADER (élaborée par plusieurs GAL) et diffusé sur notre site internet



Extrait Vidéoscribbing disponible sur le site internet du PETR

• La mise à jour et tenue du site internet

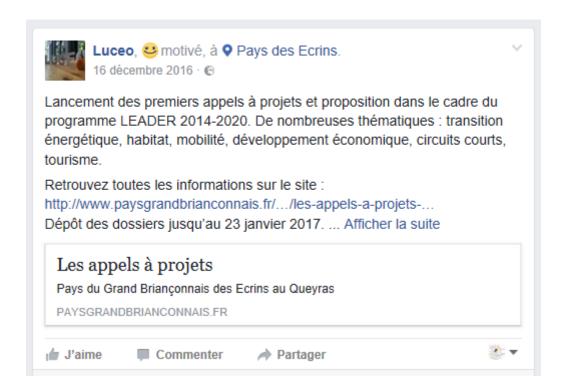


Extrait page LEADER sur le site internet du PETR

Afin de faciliter les échanges avec les membres du comité de programmation et du comité technique, en attente de la création d'un intranet, l'équipe technique a mis en place une page accessible uniquement aux membres. Cette page contiendra l'ensemble des documents nécessaires à la préparation des comités, le calendrier prévisionnel des instances ainsi que le lien vers le questionnaire d'évaluation pour les membres de comité de programmation.

 La diffusion d'informations sur les réseaux sociaux, chez les partenaires et dans la presse.





• La présentation du programme LEADER en présence d'élus et de citoyens lors de la conférence des maires du PETR



## 5. Démarche évaluative

- En collaboration avec le réseau rural régional, les GAL de la région PACA ont élaboré plusieurs documents destinés à évaluer le programme et son avancement :
  - Un questionnaire destiné au porteur en début de projet
  - Un questionnaire destiné au porteur en fin de projet
  - Un questionnaire destiné aux membres du comité de programmation
  - Un tableau de bord sous format excel récapitulant tous les moments forts du programme (instruction d'un projet, tenue des comités, actions de communication...)

Ces documents sont identiques pour les 13 GAL PACA permettant ainsi une évaluation complète au niveau régional.

5 rencontres en Région ont permis de mener les réflexions et d'élaborer ces outils :

- 19 avril 2016









## CONSTRUISONS ENSEMBLE LE CADRE REGIONAL D'EVALUATION LEADER!

### Atelier 2 – Mardi 10 mai 2016 à Forcalquier Ordre du jour

9h45 - Accuell café

#### 10h - Introduction de la journée

- Retour sur les résultats de l'atelier 1 (mardi 19 avril 2016) : les critères d'évaluation.
- Présentation des travaux de la journée : objectifs, qu'est-ce qu'un indicateur ?, exemples d'indicateurs et modalités de travail.

#### 10h30 - Organisation des groupes de travail de la matinée

Choix de 2 critères issus du 1<sup>er</sup> atelier sur lesquels chacun souhaite travailler.

#### 11h - Session 1 « Des critères aux indicateurs »

Travaux de 6 groupes sur 6 critéres différents.

#### 11h50 - Session 2 « Des critères aux indicateurs »

Recomposition de 6 groupes sur 6 autres critères.

#### 12h30-14h Pause déjeuner dans un restaurant à proximité (à la charge des participants)

#### 14h - Organisation des groupes de travail de l'après-midi

Choix de 2 autres critères issus du 1° atelier sur lesquels chacun souhaite travailler.

#### 14h20 - Session 3 « Des critères aux indicateurs »

Travaux de 6 groupes sur 6 critères différents.

#### 15h10 - Session 4 « Des critères aux indicateurs »

Recomposition de 6 groupes sur 6 autres critères.

#### 15h50 - Evaluation des travaux et perspectives

#### 16h30 Fin de l'atelier









#### Atelier 3 – Mardi 5 juillet 2016 à Saint Maximin-la-Sainte-Baume

#### Ordre du jour

#### 9h45 - Accueil café

#### 10h - Introduction de la journée

Présentation des objectifs et modalités de travail de la journée.

#### 10h30 - Design des outils de collecte des données

- Répartition en deux groupes : l'un sur la question évaluative 1, l'autre sur les questions évaluatives 2 et 3.
- Présentation du référentiel d'évaluation : critères et indicateurs retenus.
- Elaboration des outils de collecte proposés : questionnaires, tableaux de bord...

#### 12h30-13h30 Pause déjeuner sur place (à la charge des participants)

#### 13h30 - Design des outils de collecte des données (suite)

Finalisation des outils de collecte pour une présentation en plénière.

#### 14h10 - Simulation des outils de collecte

- Chaque groupe de designers présente son outil et propose une simulation des points les plus délicats avec une ou plusieurs personnes ressources.
- Retour sur l'outil par l'ensemble des participants.

#### 16h - Clôture de l'atelier

- Répartition du test des outils pendant l'été entre les GAL.
- Evaluation de l'atelier.

#### 16h30 Fin de l'atelier

#### 13 septembre 2016

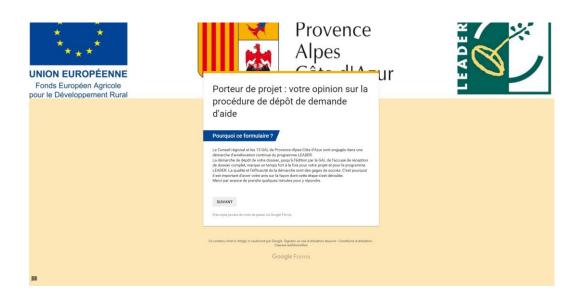


## Guide pour le test des outils de collecte des données nécessaires à l'évaluation

#### **Propos**

Ce guide a pour propos de vous accompagner dans le test des questionnaires destinés aux porteurs de projet et aux membres du comité de programmation, ainsi que dans le test du tableau de bord.

#### Questionnaires d'évaluation



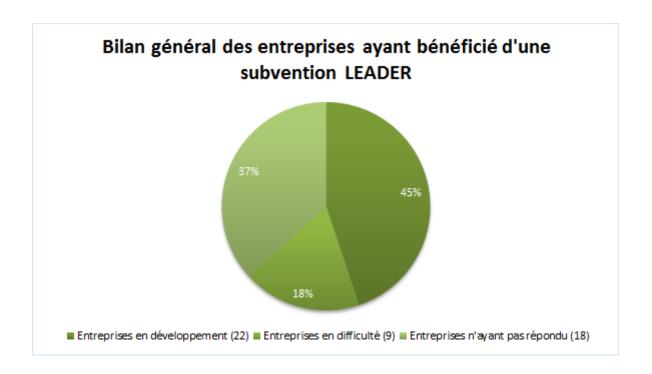




## 6. Bilan de l'impact du programme LEADER 2007-2014

L'équipe technique a élaboré un questionnaire destiné aux entreprises ayant bénéficié d'une subvention LEADER (voir en annexe – Questionnaire aux entreprises) sous l'ancienne programmation. Ce questionnaire a été envoyé par mail aux 49 entreprises concernées. Les entreprises n'ayant pas répondu ont été contactées par téléphone.

Sur ces 49 entreprises contactées, 31 ont répondu (cf graphique « bilan général des entreprises ayant bénéficié d'une subvention LEADER »).



22 d'entre-elles notent un développement satisfaisant de leur activité depuis la subvention. Bien qu'il soit difficile de quantifier précisément l'impact de la subvention sur le développement de ces

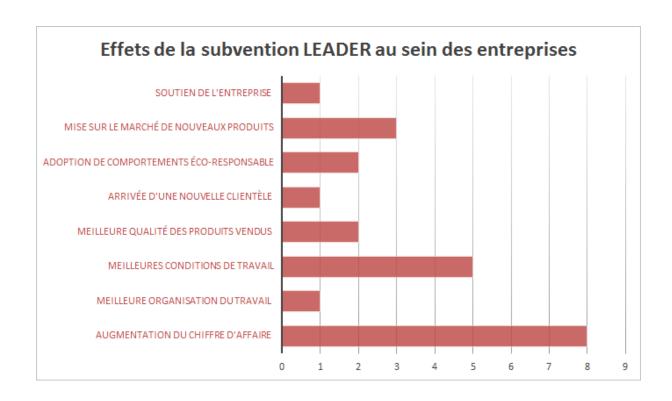
entreprises, il est indéniable que la subvention a eu un effet positif (cf graphique « effets de la subvention LEADER au sein des entreprises »).

9 entreprises connaissent des difficultés dues à plusieurs facteurs (contexte économique défavorable, marché local peu réceptif aux services proposés...). Pour l'une d'elle, cette situation a conduit à sa fermeture. Elle a par la suite été rouverte sous forme associative.

Une des entreprises nous a fait part de la difficulté rencontrée suite au délai entre à l'avance des frais et le paiement de la subvention. Pour la programmation 2014-2020, les garde-fous mis en place par l'autorité régionale et le GAL visent, entre autres, à exclure les porteurs n'ayant pas la capacité financière d'avancer les frais. La procédure de notation intègre notamment un indicateur permettant de juger la solidité financière du porteur.

18 entreprises n'ont pas répondu aux sollicitations des agents mais pour la majeure partie d'entre elles, elles sont bien en activité via des informations reçues par ailleurs.

Hors questionnaire, on recenserait seulement quelques sessions/modifications d'activité pour des raisons de santé, de problèmes familiaux, de « test » non concluant ou de reconversion professionnelle.



En matière d'emploi, l'impact du programme est significatif : **16 emplois créés et 4 emplois** maintenus.



## 7. Perspectiues pour l'année 2017

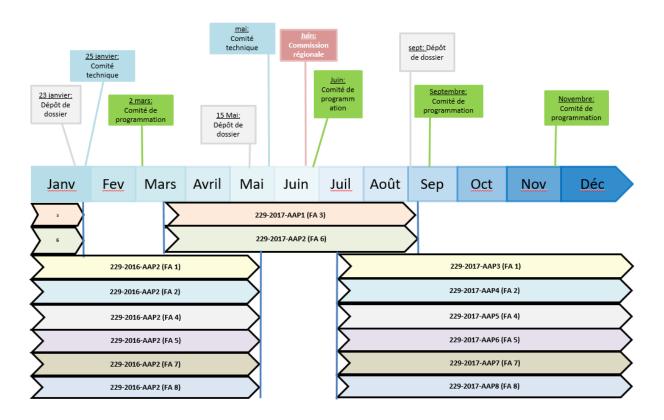
L'année 2017 devra être la dernière pour la mise en place du programme et surtout celle où le comité LEADER pourra recevoir les premières demandes de subvention.

Tout le cadre d'instruction et de sélection des dossiers reste à affiner. Les derniers outils créés seront opérationnels.

Le suivi du programme démarrera et de premiers ajustements seront surement à mettre en place dès cette année, en particulier suite aux fusions de collectivités, modifications du PDR et aux réglementations à prendre en compte.

Malgré un grand nombre d'incertitudes relatives aux échéances futures (mise à disposition des formulaires stabilisés et du logiciel OSIRIS notamment), l'équipe technique a tenu à définir un calendrier prévisionnel récapitulant les appels à projets, les appels à propositions et les comités prévus en 2017. Les incertitudes relatives à la date d'ouverture des actions de coopération ont empêché l'intégration des éventuels appels de la fiche action 9.

#### Calendrier prévisionnel LEADER 2017



Un second prévisionnel portant uniquement sur les comités a été élaboré et transmis aux membres du comité de programmation et du comité technique pour leur permettre d'anticiper au plus tôt les dates de tenue de comité et assurer un taux de présence optimal.

### Prévisionnel des comités du programme LEADER 1er semestre 2017

<u>Comité</u>	Date
Comité technique	Mercredi matin 25/01 - Vendredi matin 3/02
Comité de programmation	Mercredi 8/03
Comité des cofinanceurs	Entre 9/03 et 17/03
Comité technique	Mardi matin 14/03 (si nécessaire)
Comité technique	Mardi matin 23/05
Comité de programmation	Entre 19/06 et 6/07
Comité des cofinanceurs	Entre 20/06 et 7/07

Concernant les engagements financiers, 10 % de paiements cumulés de FEADER devront être payés d'ici la fin 2017. Au vu du retard pris, des délais d'instruction à prévoir et de l'élaboration d'outils encore en cours, il sera difficile d'atteindre ce taux.

## AUUEXES

### Tableau de suivi animation

N° action	Date	Description
2016-01	05/01/2016	Rendez vous association ALPE
2016-02	06/01/2016	Rendez vous EP05
2016-03	21/01/2016	InterGal
2016-04	25/01/2016	Réunion CRET
2016-05	27/01/2016	Rendez vous CODEV
2016-06	04/02/2016	Rendez vous PNRQ SAT
2016-07	23/02/2016	Réunion RRR Circuits courts
2016-08	25/02/2016	Rendez vous Agribio
2016-09	25/02/2016	Réunion réseau territoire
2016-10	01/03/2016	RRR Guide du porteur
2016-11	04/03/2016	Réunion espaces valléens
2016-12	07/03/2016	AG Agribio
2016-13	08/03/2016	COPIL MSAP
2016-14	09/03/2016	Audition commission européenne
2016-15	15/03/2016	Rencontre agir envemble pour le développement de nouveaux projets
2016-16	21/03/2016	Rendez vous avec techniciens des communautés de communes
2016-17	30/03/2016	Echange avec ADDET
2016-18	31/03/2016	COPIL OPAH
2016-19	01/04/2016	Rendez vous avec porteur
2016-20	11/04/2016	Rendez vous CODEV
2016-21	13/04/2016	Echange GAL italien
2016-22	18/04/2016	Rendez vous maison géologie
2016-23	18/04/2016	Rendez vous ALPE
2016-24	19/04/2016	Réunion RRR Evaluation
2016-25	26/04/2016	Rencontre ARII
2016-26	27/04/2016	Rendez vous théatre
2016-27	09/05/2016	InterGal
2016-28	10/05/2016	RRR evaluation
2016-29	11/05/2016	Comité de programmation
2016-30	18/05/2016	Rencontre CODES
2016-31	19/05/2016	Rencontre TEPCV
2016-32	14/06/2016	PCOTECH Projet de territoire
2016-33	15/06/2016	COPIL Esprit saison
2016-34	16/06/2016	Groupe de travail grilles de sélection
2016-35	20/06/2016	Rencontre socio professionnelles et producteurs en Queyras

2016-36	23/06/2016	Groupe de travail grilles de sélection		
2016-37	13/07/2016	Groupe de travail grilles de sélection  Groupe de travail SAT		
2016-37	27/07/2016	Visite région pour feuille de calcul		
2016-38	29/07/2016	Rendez vous CCI		
2016-39	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	Point SAT		
	01/08/2016			
2016-41	04/08/2016	Point énergie		
2016-42	08/08/2016	Rendez vous SAT		
2016-43	10/08/2016	Rendez vous Projet de territoire Santé et cadre de vie		
2016-44	02/09/2016	Rendez vous MJC		
2016-45	13/09/2016	RRR Evaluation		
2016-46	15/09/2016	Point IRCE		
2016-47	19/09/2016	Rendez vous ADDET		
2016-48	20/09/2016	Rendez vous porteur		
2016-49	23/09/2016	Rendez vous porteurs Queyras		
2016-50	27/09/2016	RRR Evaluation		
2016-51	30/09/2016	Seminaire Coopération		
2016-52	03/10/2016	Point LEADER avec CCCPE		
2016-53	06/10/2016	COPIL OPAH		
2016-54	07/10/2016	Rendez vous porteur		
2016-55	11/10/2016	InterGal		
2016-56	12/10/2016	Réunion théatre		
2016-57	13/10/2016	Matin Eco		
2016-58	14/10/2016	Rendez vous chambres consulaires et IRCE		
2016-59	19/10/2016	COPIL Esprit saison		
2016-60	03/11/2016	Rendez vous chambre agriculture		
2016-61	07/11/2016	Rendez vous CPIE		
2016-62	08/11/2016	Rendez vous porteur		
2016-63	09/11/2016	Rendez vous théatre		
2016-64	10/11/2016	Rendez vous INHA		
2016-65	14/11/2016	Rendez vous club des entrepreneurs		
2016-66	15/11/2016	Rendez vous échanges paysans		
2016-67	16/11/2016	Comité technique LEADER		
2016-68	25/11/2016	Réunion SAT		
2016-69	30/11/2016	COTECH Projet de territoire		
2016-70	01/12/2016	Rencontre saisonnalité		
2016-71	05/12/2016	RRR SAT		
2016-72	13/12/2016	Réunion GERES		
2016-73	14/12/2016	Comité de programmation		

Extrait tableau de bord 2014-2020 onglet suivi-animation



#### Analyse aide d'Etat

ANALYSE CONCERNANT L'APPLICATION DES REGLES D'ENCADREMENT DES AIDES D'ETAT		
Porteur du projet:		
N° dossier OSIRIS:		
Présentation du projet :		
types de dépenses présentés		
Montant total éligible présenté		
	Qualification de l'aide	
Procure un avantage,	L'aide consistant en une subvention financière à l'opération, elle procure un avantage au bénéficiaire pour la réalisation de son opération.	
accordée par l'Etat (au sens large),	L'aide sollicitée étant composée d'aides publiques européenne et régionale, elle provient bien de ressources d'Etat.	
sélective et être attribuée à une entreprise (au sens large),		
Fausse ou menace de fausser la concurrence.	ANALYSE MENEE : cette condition est supposée remplie par toute aide remplissant les trois premières	
	Conclusion de la qualification de l'aide :	
Le critère relatif à la qualification d'entreprise n'étant pas rempli, l'aide ne peut pas être qualifiée d'aide d'Etat.	Ainsi, le TMAP est défini par la fiche action correspondante.	
Applio	ation des règles d'encadrement : différents régimes possibles	
Justificati	on du choix du Régime en fonction des caractéristiques du projet	

#### Ordre du jour et diaporama Comité technique

### Le programme Européen LEADER









#### LEADER signifie Liaison Entre Actions de Développement de l'Economie Rurale

C'est une approche méthodologique et territoriale visant au soutien de projets de développement rural exemplaires, initiés par des acteurs locaux afin de revitaliser les zones rurales et de créer des emplois.

1/ stratégie définie localement

2/ plan d'actions à mener

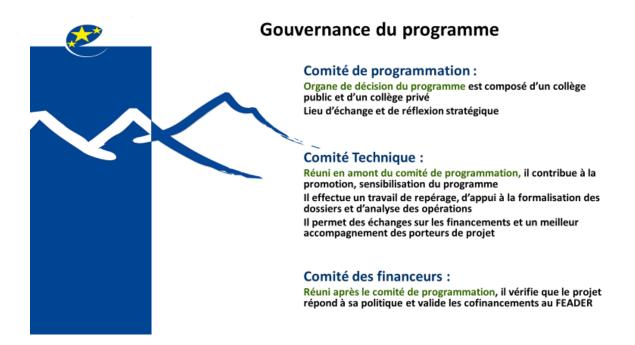
3/ gouvernance locale

Le territoire retenu pour mettre en œuvre le programme est organisé

#### en Groupe d'action locale (GAL)

Sa structure porteuse est le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Briançonnais, des Ecrins, du Guillestrois et du Queyras (PETR)

Financeurs principaux : FEADER (Fonds européen agricole pour le développement rural) Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

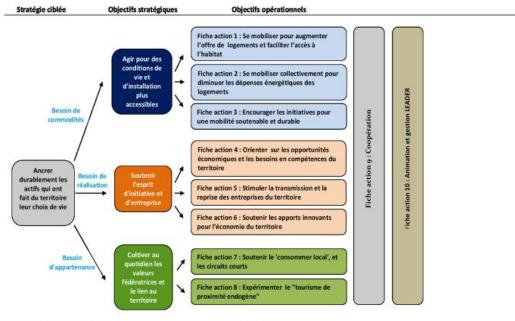


# Stratégie du GAL Pays du Grand Briançonnais

« Territoire choisi, terre d'initiatives »

## Ancrer durablement les actifs qui ont fait du territoire leur choix de vie

Dossier de candidature au programme LEADER, résumé, fiches actions et autres informations disponibles sur le site internet du Pays du Grand Briançonnais : <a href="www.paysgrandbrianconnais.fr/fr/programme-leader/">www.paysgrandbrianconnais.fr/fr/programme-leader/</a>



NB : "Actif" désigne ici toute personne en âge de travailler, occupant ou non un emploi (de 15 à 65 ans ...)



#### COMITE TECHNIQUE LEADER

Communauté de Communes du Pays des Ecrins Mercredi 16 novembre 9h - 11h30

#### ORDRE DU JOUR

1/ Lancement du programme : report du lancement des appels à projets

2/ Fonctionnement du programme : Appels à projets, conventionnement, portage de projet, coopération avec d'autres territoires

3/ Outils de partage d'informations entre techniciens et de communication sur le programme

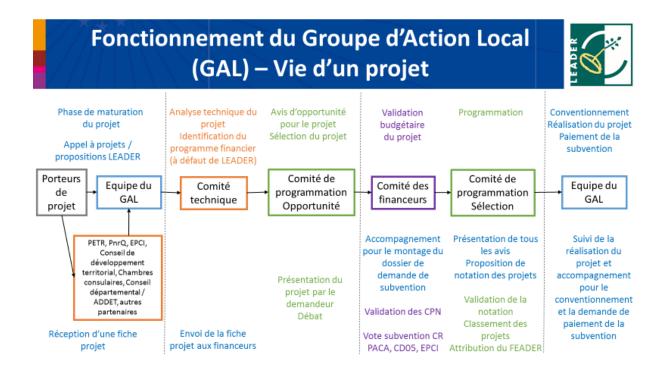
4/ Projets en émergence

5/ Suivi des entreprises aidées via le précédent programme LEADER









## Lancement du programme et fonctionnement



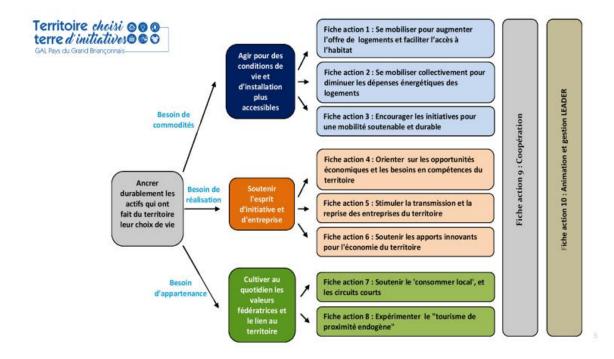
- Définition des critères de sélection par les membres du Comité LEADER / validés par la Région
- Lancement des appels à projets ou à propositions, après le Comité LEADER du 14 décembre
- **Durée des appels** fixée par le GAL, idéalement en fonction des dates pressenties de dépôt des dossiers et des périodes de réalisation des projets
- Dépôt de dossier uniquement durant un appel
- Modification du **cadre de sélection** possible par le GAL : validation en comité de programmation Ajustement de la maquette financière
- Appel pour la coopération ne sera pas lancé avant le printemps 2017

3

## Lancement du programme et fonctionnement



- Documents types:
  - Appel à projet FA3
  - Note projet / Dossier libre pour présenter le projet
  - Formulaire de demande de subvention
- Eligibilité des dépenses :
  - Accusé de réception de dossier
- Partenariat :
  - <u>Convention de partenariat</u> <u>recommandations</u>
- Coopération :
  - Conditions requises pour coopérer avec d'autres territoires
- Maquette financière :
  - Ajustements par le Comité suivant consommation par fiche action



## Partage d'informations et outils de communication sur le programme



www.paysgrandbrianconnais.fr/programme-leader/

Flyers Affiches

#### Vidéo

Tableau des projets

Tableau des financements / dispositifs d'accompagnement Service financement entreprise CR PACA / Guichet unique

Cédrick REYNAUD creynaud@regionpaca.fr 04.92.53.00.82







#### COMITE DE PROGRAMMATION

Mairie de Guillestre

Mercredi 11 mai 2016

#### ORDRE DU JOUR

#### Ordre du jour :

- 1/ Validation des grilles de sélection des projets et des supports de communication
- 2/ Application des grilles sur des exemples de projets
- 3/ Date du prochain comité de programmation et questions diverses











#### COMITE DE PROGRAMMATION LEADER

Communauté de communes du Pays des Ecrins Le 14 décembre 2016 à 18h30

#### ORDRE DU JOUR

#### 1/ Retour sur les dernières actions menées :

- Validation des comptes rendus du comité de programmation du 11 mai 2016 et de la consultation écrite du 12 août 2016
- Mise en place de l'équipe LEADER et lien avec les services de la Région

#### 2/ Validation des modifications du règlement intérieur

- Modifications apportées
- Réélection à venir des représentants des Chambres consulaires : CCI CMA
- Modifications à venir à l'issue de la fusion de Communautés de communes
- Validation

#### 3/ Validation des grilles de sélection des fiches actions

- Présentation des dernières modifications apportées
- Présentation des régimes d'aides et des seuils d'aides publiques
- Validation

#### 4/ Date du prochain comité de programmation et questions diverses

- Outils de communication, de gestion et d'évaluation





#### GAL Pays du Grand Briançonnais

#### **BUREAU LEADER**

CCPE - L'Argentière – La Egsség Mercredi 23 mars 2016 à 16h30

#### ORDRE DU JOUR

- 1/ Etat d'avancement de la mise en place du programme
- 2/ Fiches actions, grilles de sélection et projets en émergence
- 3/ Plan de communication
- 4/ Fonctionnement du comité et de l'équipe technique : règlement intérieur, séparation fonctionnelle
- 5/ Calendrier annuel et ordre du jour du prochain comité de programmation











#### Documents de communication

Description	Type d'outil de communication	Date de mise en œuvre	Objet/message de la communication	Public cible	Modalités de diffusion de l'outil
Conférence de maires	Manifestation	29/06/2016	LEADER et la stratégie du GAL	Partenaires	Présentation orale du programme par le Président du GAL
Article de presse dans "Le local"	Presse locale	14/10/2016	LEADER et la stratégie du GAL	Grand public	Article de presse sur la stratégie LEADER
Vidéoscribbing	Vidéo	21/10/2016	LEADER et la stratégie du GAL	Grand public	Vidéo d'explication du programme LEADER
Actualisation de la page Web LEADER sur le site du PETR	Site Internet du GAL	07/10/2016	LEADER et la stratégie du GAL	Grand public	Mise en ligne de la vidéo de présentation et des documents de présentation
Réception des flyers et affiches	Plaquette / flyers	15/10/2016	LEADER et la stratégie du GAL	Porteurs de projet potentiels publics ou privés	Diffusion dans les communes et communes de nos outils de communication pour affichage et distribution
Réception du kakémono et du panneau de publicité	Panneau / kakémono	15/10/2016	LEADER et la stratégie du GAL	Grand public	Affichage dans le bureau du panneau de publicité du financement LEADER et utilisation du kakémono lors des forums, réunions publiques et conférence des maires
Diffusion des informations LEADER sur facebook	Réseaux sociaux	18/11/2016	LEADER et la stratégie du GAL	Grand public	Diffusion de l'article de presse du "Local"
Conférence de maires	Manifestation	07/12/2016	LEADER et la stratégie du GAL	Partenaires	Présentation orale du programme et des actions engagées 2016 par le président du GAL et les techniciennes
Article de presse dans journal d'une communauté de communes	Bulletins communaux	01/12/2016	LEADER et la stratégie du GAL	Grand public	Présentation du programme dans le bulletin intercommunal de décembre
Article de presse DL	Presse locale	21/12/2016	LEADER et la stratégie du GAL	Grand public	Article de presse sur la stratégie LEADER dans le Dauphiné Libéré

Extrait tableau de bord 2014-2020 onglet suivi-communication



## Questionnaire pour les porteurs de projets LEADER

Suite à la mise en œuvre du programme LEADER 2007-2015, le GAL Pays du Grand Briançonnais souhaite suivre l'évolution des projets après l'aide financière. Pour cela, les porteurs de projet ayant bénéficié d'une subvention sont invités à faire part de leur situation après quelques années écoulées.

Nous vous remercions de bien vouloir prendre le temps de répondre à ces questions.

	The state of the s
Nom du	
projet	
Nom du	
gérant	
Nom de la	
société	
Téléphone	
Adresse	
postale	
Adresse mail	
Site web	
	iet subventionné perdure-t-il / a-t-il été reconduit ? OUI □ NON □
Si NON, pour qu	uelles raisons ?
	s d'acquisition matériel avez-vous toujours votre équipement (pas de modification ou acement) ? Pour le même usage et lieu que ceux annoncés dans le dossier LEADER ?  NON □
Si NON, précise	r pour quelles raisons :
• Suite à	à l'attribution de la subvention, avez-vous noté des répercussions sur votre projet ou votre ure ? OUI   NON   OUI
Si OUI, préciser	lesquelles (évolution du chiffre d'affaire, de la clientèle, de la production, amélioration de la
qualité des p	roduits, des conditions de travail, implantation sur de nouveaux marchés, meilleure
identification, e	mbauche)
<ul><li>Avez-v</li></ul>	ous de nouveaux besoins, nouveaux projets ou des difficultés ?
	OUI   NON
Si OUI, préciser	le contenu de votre éventuelle demande :
Autre comment	taire :

Merci!

